



UN CLIMATE
CHANGE
CONFERENCE
UK 2021

COP26

Un pâle compromis pour le climat

Le sommet mondial pour le climat, la COP26 à Glasgow, s'est achevé samedi dans la soirée.

Tout en reconnaissant et soulignant les défis du moment, il reste peu ambitieux sur les moyens à mettre en œuvre.

MICHEL DE MUELENAERE
ENVOYÉ SPÉCIAL À GLASGOW

Personne n'a avalé le « Pacte climat de Glasgow » le sourire aux lèvres, samedi soir, lorsque s'est abattu le marteau de la présidence britannique de la COP26. Avant qu'Alok Sharma ne signe la fin du sommet mondial, plusieurs dizaines de délégués avaient pris la parole pour regretter ceci, critiquer cela, demander davantage, ou réclamer moins... Tout en avouant, pour beaucoup, qu'il y avait là un ensemble difficile à détricoter sans risque de tout flanquer par terre. Ce « fragile paquet », ce « délicat équilibre » a finalement eu raison des réticences des uns et des autres.

Pressés de conclure par l'hôte du sommet parfois au bord des larmes, les représentants des 196 pays ont accepté le compromis, jugeant sans doute qu'il contenait plus de points positifs que l'inverse, mais surtout que des progrès – même faibles – devaient être impérativement engrangés. De nombreux appels à la « responsabilité » à l'égard des générations futures ont aussi été lancés, parfois de manière fort émotionnelle. Allait-on continuer les combats de tranchées au risque de faire s'effondrer le fragile édifice ou accepterait-on une épure qu'unaniment on a jugée imparfaite ?

Autour de la troisième version du texte final, il y a eu de longues minutes d'hésitations. De nombreux apartés entre les principaux acteurs – Chine, Etats-Unis, Union européenne, pays en développement. Dans les derniers instants, on a vu Sharma passer des uns aux autres, un grand carnet à la main, pour donner des explications, des assurances, fixer d'ultimes points. Puis, malgré une dernière dramatisation

causée par l'Inde autour de la question du charbon, le fléau de la balance est retombé du côté de l'accord.

Personne n'osera dire que Glasgow a apporté une solution à la crise climatique qui s'aggrave et ne cessera d'empirer. La COP représente bien un progrès qui s'appuie sur les acquis de l'accord de Paris, signé en 2015. « L'espoir de maintenir le réchauffement global à 1,5 °C n'a pas disparu », relève la Coalition climat en Belgique. « Mais des progrès bien plus importants sont nécessaires ». « La COP26 était un test vital pour l'accord de Paris », rappelle le CNCD-11.11.11. « Si ce test a été réussi de justesse, il reste encore de nombreuses étapes à concrétiser pour faire des grandes annonces une réalité. Des engagements vagues et diffus ne sauveront personne. »

Promesses non tenues

On glosera en effet abondamment sur les couleuvres que les pays en développement ont dû avaler, eux à qui de nombreuses promesses ont été faites et non tenues. Celle d'un financement, celle de sérieuses réductions d'émissions de gaz à effet de serre, celle d'une solidarité Nord-Sud dans le cadre de la crise du covid. « La COP », a lancé son président avant de clôturer les travaux, « est le début d'une décennie d'augmentation des ambitions sur la réduction des émissions, sur l'adaptation et sur la finance climatique. » Même imparfait, commente la ministre fédérale du Climat, Zalkia Khattabi, l'accord « contient les fondations de politiques plus ambitieuses ».

Le sommet de Glasgow représente en réalité une étape où chacun a juré et déclaré qu'il avait pris conscience des enjeux et où l'on s'est promis d'agir en conséquence... l'an prochain. Car le

dossier du climat le montre : il est certains couperets dont on préfère reculer sans cesse l'arrivée. La COP27 qui se tiendra à Sharm-el-Sheikh (Egypte) permettra de mesurer le sérieux des engagements pris à Glasgow. Impossible de nier le retard accumulé : les rapports scientifiques et les calculs de l'ONU sont imparables. Sur de nombreux aspects du dossier climatique, on dévie toujours des trajectoires convenues.

En 2022, disent les conclusions du sommet de Glasgow, les pays en retard devront présenter des plans plus crédibles pour la réduction de leurs émissions. Tous devront expliquer comment leurs plans sont « alignés » avec les objectifs de Paris. Le financement climatique doit augmenter (mais il n'y a pas de nouveau chiffre), il devra davantage servir à aider les pays en développement qui doivent mettre en œuvre des mesures d'adaptation aux impacts du changement climatique. La discussion sur les dégâts déjà sensibles aujourd'hui (les pertes et dommages) va s'amplifier. Avant Glasgow, ces maigres avancées n'étaient pas garanties, même si les pays concernés avaient espéré bien plus. « Cette COP n'a pas réussi à fournir une aide immédiate aux personnes qui souffrent actuellement », commente Laurence Tubiana, directrice de la Fondation européenne pour le climat et ancienne négociatrice de l'accord de Paris. « Je salue tout de même le doublement du financement de l'adaptation. Mais les pertes et dommages doivent vraiment être en tête de l'agenda de la COP27. »

Une décennie cruciale

Glasgow envoie en tout cas le signal d'une future accélération des réductions d'émissions au cours d'une décennie qualifiée de « cruciale ». Abondamment discuté, un des paragraphes annonce la réduction (initialement la fin) progressive du charbon pour la production d'électricité. Dans la foulée, il pointe aussi le bâton vers les subventions aux autres énergies fossiles (gaz, pétrole). Ce n'est certes pas une sortie pure et simple, – le texte parle de réduction à la demande du représentant indien (mais avec la bénédiction des autres grandes puissances) – mais les opérateurs privés auront parfaitement saisi le message : il y aura des combats d'arrière-garde, mais le charbon va progressivement sortir du paysage et les autres fossiles vont devenir des investissements de plus en plus risqués. En parallèle de la COP26, une série d'annonces volontaires vont d'ailleurs dans cette direction.

« Nous avons engrangé quelques briques sur lesquelles construire de futurs progrès », a réagi le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres. « Les textes approuvés sont un compromis. Ils reflètent les intérêts, les conditions, les contradictions et l'état de la volonté politique dans le monde aujourd'hui. Ils franchissent des étapes importantes, mais malheureusement la volonté politique collective n'a pas suffi à surmonter certaines contradictions profondes. » Et s'adressant aux jeunes et aux populations indigènes : « Je sais que vous êtes déçus. Le chemin vers le progrès n'est pas toujours une ligne droite. Il y a parfois des détours. Il y a parfois des fossés. »



l'accord

Les principaux points

MICHEL DE MUELENAERE
ENVOYÉ SPÉCIAL À GLASGOW

Voici les principaux points des conclusions du sommet mondial pour le climat qui s'est clôturé samedi soir à Glasgow et qui débouche sur un « Pacte de Glasgow pour le climat ».

Paris reconfirmé et au-delà

Le jargon des sommets climatiques s'est enrichi d'un nouveau slogan à Glasgow : « Keep 1.5°C alive ». On sait depuis belle lurette que les émissions mondiales de gaz à effet de serre ne permettent pas d'atteindre l'objectif de l'accord de Paris signé en 2015, « maintenir l'élévation de la température mondiale bien en dessous de 2 °C et poursuivre les efforts pour rester sous 1,5 °C » par rapport aux niveaux préindustriels. Pour cela, il faut massivement réduire les émissions de gaz à effet de serre. Mais aux derniers comptes, la trajectoire actuelle rajouterait 2,4 °C d'ici la fin du siècle à la température moyenne mesurée depuis le début de l'ère industrielle. En 2030, indique l'ONU, les émissions mondiales de gaz à effet de serre seront 13,7 % au-dessus du niveau de 2010. Or, indique le Giec, elles devraient diminuer de 45 % si on veut maintenir l'objectif de 1,5 °C « en vie ». Nouveauté : ce chiffre s'impose désormais davantage que celui de 2 °C. Se référant au dernier rapport du Giec, les conclusions de la COP26 rappellent que « les impacts d'un réchauffement de 1,5 °C seront bien plus faibles qu'à 2 °C ». La décision de Glasgow souligne aussi qu'il faut non seulement réduire les émissions de CO₂ mais aussi réaliser des réductions « importantes » d'autres gaz à effet de serre dont le méthane. La COP26 rappelle ainsi qu'à cet égard, la décennie qui vient est « critique ».

D'urgence réduire les émissions

Comment y arriver ? Paris ne contient ni obligation à l'égard des pays, ni sanction contre ceux qui ne réduisent pas leurs émissions. Mais en signant cet accord en 2015, tous les pays ont

KROLL

PROCHAINE COP, LA COP 27 EN EGYPTE DANS UN AN



ABONNÉS



Lisez aussi, sur notre site « En dehors de la COP, beaucoup d'engagements ».